



Centre franco-autrichien  
pour le rapprochement en Europe



Institut français  
des relations internationales

# République de Macédoine (ARYM)



## Dossier :

- Fiche pays générale
- Indicateurs économiques 2006
- Évolution des indicateurs 2002/2007
- Fiche de synthèse économique
- Fiche de synthèse politique

## *Fiche Pays*

Nom officiel	Ancienne République Yougoslave de Macédoine (provisoire)
Capitale	Skopje
Superficie	25 713 km <sup>2</sup>
Population	2 millions d'habitants
Densité	80.9 habitants/km <sup>2</sup>
Urbanisation	Population urbaine : 60% ;
Langues officielles	Macédonien, (Albanais)
Système politique	Démocratie parlementaire monocamérale
Religions principales	Eglise orthodoxe macédonienne : 64,7 % Autres chrétiens : 0,4 % Islam : 33,3 % Autre : 1,6 %
Frontières	Grèce, Bulgarie, Serbie, Albanie
Composition de la population	Macédoniens : 64,2 % Albanais : 25,2 % (évaluation sujette à caution) Turcs : 3,9 % Roms : 2,7 % Serbes : 1,8 % Autres : 2,2 %
Taux de natalité	1.5 enfants/femme
Taux de croissance de la population	0.2% (surtout dû à la minorité albanaise)
Taux de croissance en 2050 (estimation)	-0.46%
Espérance de vie	Femmes : 76,62 ans Hommes : 71,51 ans

Source : the World Factbook-CIA  
Fiche UNEP.

## Carte



## Quelques dates-clé :

- **1991** : déclaration d'indépendance de l'ARYM. En raison notamment d'un litige avec la Grèce portant sur son nom (Macédoine) et sur son drapeau, sa reconnaissance internationale a été retardée jusqu'en **1993**, date à laquelle un compromis fut accepté par les deux parties, arrêtant le nom officiel d'Ancienne République Yougoslave de Macédoine et permettant son intégration à l'ONU.
- **1991-1995** : la Macédoine reste à l'écart du conflit qui déchire les autres pays des Balkans.
- **1995** : L'ARYM devient membre du Conseil de l'Europe et de l'OSCE.
- **1999** : Afflux de 360 000 réfugiés du Kosovo. Déstabilisation du régime.
- **2001** : signature de l'Accord de stabilisation et d'association avec l'UE;
- **2001** : brève guerre civile entre les Albanais de l'ouest (UCK-M) et la police macédonienne. Intervention de l'OTAN. Signature des accords d'Ohrid (sous l'égide de l'UE) prévoyant des droits plus étendus pour la minorité albanaise.
- **2002** : l'UE prend la relève de l'OTAN.
- **2003** : L'ARYM entre à l'OMC.
- **Mars 2004** : présentation de la candidature à l'adhésion à l'UE;
- **Avril 2004** : entrée en vigueur l'Accord de Stabilisation et d'Association;
- **Décembre 2005** : L'ARYM est élue pays-candidat à l'UE.
- **Avril 2008** : Vêto de la Grèce empêchant la Macédoine d'être invitée à rejoindre l'OTAN.
- **Avril 2008** : auto dissolution du Parlement (Pour la première fois depuis 1991) et organisation de nouvelles élections prévues au 1<sup>er</sup> juin 2008.

### *Données économiques générales (2006)*

Produit Intérieur Brut	6000 Milliards de dollars US environ
PIB/habitant	3060 US\$ (valeur courante, Banque Mondiale) 8400\$ (PPP) (est. 2007 CIA-World factbook)
Croissance du PIB	3.1%
Structure du PIB (estimation 2007)	agriculture: 10.3% industrie: 28.1% services: 61.6%
Croissance du PIB par secteur économique (%)	Secteur agricole : +0.6 Construction : -0.4 Transports et communication : +7.5 Commerce : +5.5 Secteur bancaire : +4.7 Production industrielle : 3.6
Taux de chômage officiel	36%
Structure de la population active (estimation 2007)	agriculture: 19.6% industrie: 30.4% services: 50%
Principaux partenaires à l'importation	Russie 15.1% Allemagne 9.8% Grèce 8.5%, Serbie-Monténégro 7.5% Bulgarie 6.7%, Italie 6%
Principaux partenaires à l'exportation	Serbie-Monténégro : 23.2%, Allemagne 15.6%, Grèce 15.1%, Italie 9.9%, Bulgarie 5.4%, Croatie 5.2%
Produits importés (% du PIB)	68.5%
Produits exportés (% du PIB)	49.8%
Place de la France	2003 : 13ème fournisseur 7ème client
Unité monétaire	Denar
Taux d'inflation	3.2% (hausse significative début 2008)
Flux d'investissements directs étrangers	5.6% du PIB

Déficit commercial	20.5% du PIB
Déficit courant	0.4% du PIB
Dettes publiques	39.5% du PIB
Économie grise (est.)	37%
Proportion de personnes sous le seuil de pauvreté	30%

Sources : MINEFI-DGPTE ; CIA-The World Factbook

### *Evolution des principaux indicateurs 2002/2007*

<i>En millions de dollars</i>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007 (est.)</b>
<b>Croissance économique (%)</b>	0,9	2,8	4,1	3,8	4	5
<b>inflation (%)</b>	2,3	1,1	1,1	0,5	3,2	6%
<b>solde public/PIB (%)</b>	-5,6	-0,1	0,4	0,3	-0,6	-1,2
<b>X</b>	1112	1363	1672	2039	2301	2604
<b>M</b>	1917	2211	2785	3096	3575	4088
<b>Balance commerciale</b>	-804	-848	-1112	-1056	-1273	-1483
<b>Balance courante/PIB (%)</b>	-9,4	-3,2	-7,7	-1,4	-3,1	-3,9
<b>Dettes extérieures/PIB (%)</b>	39,4	37,7	40,2	47,1	45,7	46,3
<b>Service de la dette/X (%)</b>	19,5	16,4	10,3	8,9	17,6	13,8
<b>Réserves en mois d'M</b>	3,8	4,1	3,2	3,9	5,4	5,3

Sources:

Missions économiques ;

MINEFI-DGTPE;

IMF Country Report No. 08/107

## *Fiche de synthèse économique*

### I. La croissance perdure, la stabilisation macroéconomique se poursuit

Après la crise de 2001 et les forts troubles économiques que cette déstabilisation politique a provoqués, la Macédoine a retrouvé un rythme de croissance normal en 2003 (de 2,8 à 3,5% selon les estimations), d'une part parce que l'économie Macédonienne progresse réellement au plan macroéconomique, et d'autre part parce que ces progrès sont toujours fortement soutenus par l'aide internationale qui lui est accordée. Les accords d'Ohrid ayant nécessité une augmentation drastique des dépenses publiques, une aide internationale a été mise en place. Un accord de stand-by conclu avec le FMI en 2003 a accompagné une politique de réformes structurelles (achèvement en 2005-2006 du processus de privatisations) et de restauration de l'équilibre des finances publiques, qui a principalement permis de débloquent des aides multilatérales (BM, UE, BERD, BEI...) et bilatérales promises, et qui a créé des conditions d'encadrement d'une politique économique plus efficace. Parallèlement, en avril 2003, la Macédoine est devenue membre de l'OMC, et a fait sa demande d'adhésion à l'UE en 2004. Jusqu'à présent, il faut reconnaître que ces aides, doublées des incitations fortes d'organisations que l'ARYM aspire à intégrer (UE en particulier), jouent dans le sens d'une pression vertueuse sur les politiques nationales en matière d'économie et le résultat semble se faire durablement sentir :

La croissance pour 2006, estimée jusque là à environ 3,1%, vient d'être révisée par le FMI à presque 4% et les estimations pour 2007 se situent pour l'instant aux alentours de 5%, ce qui rapprocherait ainsi l'ARYM des taux de croissance moyens de ses voisins.

Les exportations augmentent, soutenues en premier lieu par les produits alimentaires, le fer et l'acier, mais nettement moins vite que les importations.

La croissance rapide du crédit a stimulé la demande intérieure, et, incidemment, le taux d'emploi et les salaires réels, entraînant avec eux une augmentation des importations pour satisfaire cette demande croissante.

En 2007, le taux d'inflation a atteint 6%, sa valeur la plus haute depuis 5 ans et selon toute probabilité, il devrait être plus élevé encore en 2008. L'institut macédonien des statistiques indique un taux de 10,2 % fin mars 2008, taux qui tranche considérablement avec la faiblesse des taux d'inflations précédents. Ceci semble être dû principalement à la progression des prix des produits alimentaires (+20 %).

La pression est à la hausse, mais l'ARYM ne fait en cela que subir des tendances conjoncturelles qui s'appliquent à toute la région :

PAYS	Inflation en	Inflation en	Poids dans les importations		Poids des prix alimentaires dans le panier servant au calcul de l' IPC	Part des produits alimentaires dans le budget des ménages
	GA en janvier 2008	GA en décembre 2007	Produits agricoles et agro-alimentaires	Pétrole et produits dérivés		
<b>NEM 2007</b>						
Bulgarie	12,5	12,5	3,6	15,1**	35,1	39,1
Roumanie	7,3	6,6	5,1	10,4	37,5	47,2
<b>Pays candidats</b>						
Croatie	6,2	5,8	6,9	15,2**	30,5	33,2***
<u>Macédoine</u>	<u>8,7</u>	<u>6,1</u>	<u>9,8</u>	<u>12,1</u>	<u>39,6</u>	<u>n/d</u>
<b>Pays candidats potentiels</b>						
Albanie	3,0	3,1	13,3	10,6 (2006)	39,3	18,5 (2000)
Bosnie-Herzégovine	5,8 (RS) 6,35 (FBiH)	6,2 (RS) 5,3 (FBiH)	15,1***	14,9**	33 (2006)	31,6
Kosovo	10,9	10,7	22,9***	18,7**	n/d	39,5
Monténégro	7,9	7,7	11,7 (2006)	16 (2006)**	35,18	39,7
Serbie	11,5	11,0	4,5	17,3	47,5	39 (2005)

**Sources :** Instituts des statistiques, Banques centrales, synthèse de la mission économique.

(\*) Y compris tabac et boissons

(\*\*) Toutes matières premières énergétiques d'origine minérale (pétrole, gaz, dérivés)

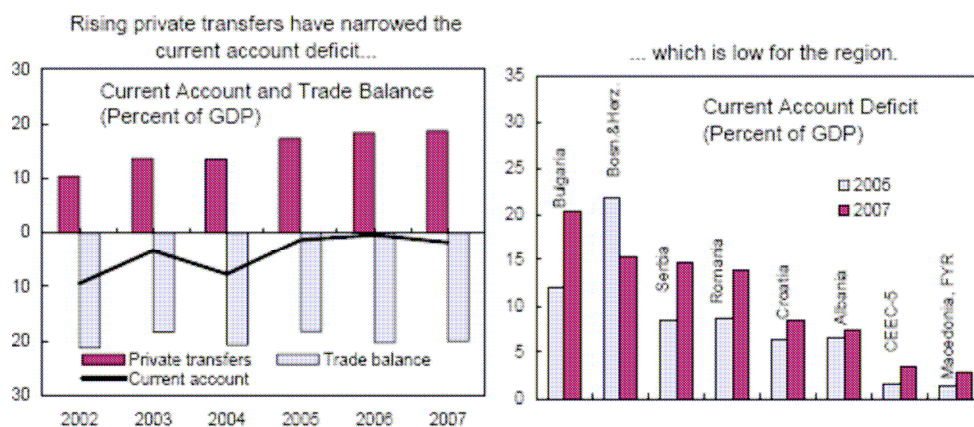
(\*\*\*) Y compris boissons

La hausse des prix à la consommation est directement liée, en ARYM comme ailleurs, au renchérissement des prix des produits agricoles (et énergétiques), et ce moins du fait de la dépendance à ces produits, qui varie selon les pays, mais en raison du poids de ces produits dans les paniers servant au calcul de l'IPC. Cette augmentation s'effectue dans le cadre d'une politique structurelle de régulation de l'inflation et d'indexation du denar à l'euro : Cette poussée inflationniste pourrait donc n'être que conjoncturelle.

## II. La position extérieure de l'ARYM se renforce.

En dépit d'un déficit commercial avoisinant 20% du PIB, le déficit courant n'atteint que 2% du PIB. Cela peut être expliqué par l'importance des entrées de devises étrangères, enregistrées sous le titre de « transferts privés ».

Figure 2. FYR Macedonia: External Sector Indicators, 2002-07



D'autre part, une politique prioritaire d'attraction des investissements étrangers a permis un accroissement important des flux d'IDE vers la Macédoine (prioritairement vers le secteur de l'énergie, récemment privatisé). En l'absence d'une épargne intérieure suffisante, l'accueil des investissements étrangers est la principale opportunité pour le financement du secteur privé. Des 350.7 millions de dollars d'IDE et d'investissements de portefeuille qu'a reçu la Macédoine en 2006, plus de 295 milliards émanaient de pays appartenant à l'UE. Les principaux pays d'origine des IDE sont (dans l'ordre d'importance des investissements) l'Autriche (plus de 231 millions de dollars), la Russie (17, 6 millions), la Grèce (16,3 millions), la Slovénie, la Serbie, le Royaume-Unis, les Pays-Bas, l'Albanie, la Bulgarie, l'Italie, le Portugal, l'Allemagne etc.

L'augmentation des flux d'IDE a été utilisée pour financer la dette extérieure (200 M\$ dus au Club de Paris, à la Banque Mondiale, au FMI et la Banque Européenne d'Investissement) ainsi que pour accroître ses réserves de changes, qui avoisinent les 1,5 milliards d'euros, ce qui, compte tenu de l'augmentation des importations, correspond à un peu moins de 4 mois d'importations. Par ailleurs, les taux d'intérêt, jusque là très élevés (10,3% en moyenne sur les crédits en MKD, en mai 2007 contre 11,5% en mai 2006), tendent à se rapprocher rapidement de la moyenne de la zone euro : L'importance des réserves de change ainsi qu'un regain de confiance dans la stabilité du système financier ont permis une détente des taux d'intérêt.

Le taux de change réel tend à se déprécier légèrement par rapport au dollar, ce qui ne fait que contribuer un peu plus à l'euroisation en cours de l'économie Macédonienne, puisque le denar macédonien reste indexé sur l'Euro.



### III. Les réformes structurelles se poursuivent et attirent les IDE, ce qui stimule d'autant plus la croissance, mais des carences structurelles importantes demeurent.

Le déficit budgétaire a été considérablement réduit, grâce à une politique d'assainissement des finances publiques poussant à une sous-consommation des crédits et à des rentrées fiscales plus importantes que prévu.

En matière d'attraction des IDE, l'ARYM mène une politique très volontariste : Le premier ministre a lancé en 2007 une campagne visant à faire de l'ARYM « a new business heaven ». Au premier plan des réformes structurelles allant dans ce sens, on compte principalement une réduction de la fiscalité, une simplification des régulations du secteur privé, un renforcement du droit de propriété et de création d'entreprises, ainsi que la libéralisation de plusieurs secteurs-clé. L'ouverture en 2005 d'une Agence de Promotion des Investissements permet de regrouper, pour simplifier les démarches des investisseurs, des responsables de diverses administrations compétentes. Par ailleurs, les conditions réservées aux investissements étrangers sont parmi les plus favorables offertes dans les Balkans. Il n'y a aucune limite au pourcentage de contrôle (sauf certains secteurs spéciaux), ni au rapatriement des bénéfices et dividendes. La taxe sur le bénéfice est de 15 % (seule la Serbie et Monténégro offre un taux aussi bas dans la région). Des exemptions de cette taxe peuvent même être accordées sous certaines conditions, entre autres privilèges.

La stabilité économique s'est renforcée mais des fragilités structurelles demeurent. Elles restent des handicaps sérieux : d'importants efforts restent à fournir en matière de sécurité judiciaire (stabiliser le statut de la propriété privée), ainsi que de réseaux de transports. Par ailleurs, toutes les institutions s'accordent à déplorer que même si l'ARYM parvient à des résultats satisfaisants, et bénéficie d'un taux de croissance favorable, le taux de chômage reste l'un des plus élevés de la région (36% en 2006). Les dysfonctionnements du marché du travail et l'insuffisance des créations d'emploi tentent d'être camouflées par des changements dans le mode de calcul des chômeurs (Depuis 2005, les chômeurs ne cherchant pas activement un emploi ne sont plus comptabilisés). Il faut également prendre en compte qu'une grande partie de la main-d'œuvre est absorbée par l'économie grise, pour tout ou partie de son activité, ce qui rend difficile l'évaluation du taux d'activité réel de la population active.

## *Perspectives politiques*

Depuis son indépendance en 1991, l'ARYM a dû se sortir d'un nombre assez conséquent d'écueils pour s'affirmer dans la région, et sa stabilité reste fragile. Ce pays n'est pas encore, de par la jeunesse de ses institutions, une « démocratie consolidée ». 27 nationalités cohabitent dans ce petit pays, où la majorité de la population « slavo-macédonienne » orthodoxe ne représente jamais, selon les sources officielles que 60% de la population et où la minorité albanaise (de 25 à 40% de la population selon les sources) des régions nord et ouest du pays, jouxtant l'Albanie et la Kosovo, est légitimement en première ligne des revendications des minorités de l'ARYM, dont les droits ont beaucoup de mal à être reconnus. Par ailleurs, si le gouvernement détient la majorité absolue au Parlement, il est dépendant du soutien d'un parti ethnique albanais d'opposition pour la mise en œuvre des réformes les plus sensibles (conformément à l'accord d'Ohrid de 2001, ces dernières nécessitent l'accord de la majorité des députés des minorités ethniques). Or, les antagonismes entre le pouvoir et l'opposition demeurent et ralentissent le travail législatif, retardant du même coup l'intégration dans l'UE (la Macédoine met en œuvre actuellement un accord de stabilisation et d'association). Par ailleurs, la sécurité intérieure pourrait se détériorer en cas d'instabilité au Kosovo du fait des relations très complexes et intriquées de l'ARYM et du Kosovo.

### I. Les problèmes de reconnaissance internationale : le problème du nom.

Dès sa déclaration d'indépendance en septembre 1991, les problèmes spécifiques de l'ARYM se cristallisent : La Grèce s'oppose à la déclaration d'indépendance, ainsi qu'à la reconnaissance internationale de la République de Macédoine, couramment appelée « Macédoine », qui est également le nom de la province du nord de la Grèce. C'est le début de la *Querelle des noms*, qui est un dilemme diplomatique sérieux, puisque la Grèce s'oppose toujours, quatorze ans après sa fondation, à la reconnaissance internationale de l'ARYM. Le pays n'entrera qu'en 1993 à l'ONU, et ne sera reconnu par les États-Unis qu'en 1994. Le récent veto de la Grèce contre l'adhésion de l'ARYM à l'OTAN prouve bien que les enjeux de ce conflit perdurent et qu'une réelle communauté balkanique, même une intégration dans l'UE ne pourra jamais se faire sans la résolution totale de ce conflit.

NB : La querelle des noms : Chronologie.

- **1991** : la Grèce, inquiète que ce nouveau pays porte le nom de sa région septentrionale, dénie formellement à Skopje le droit d'utiliser une appellation dont les autorités grecques revendiquent l'usage exclusif, dénonçant une «*falsification de l'Histoire*», voire une atteinte à l'intégrité du patrimoine hellène.
- **1993** : la Macédoine entre à l'ONU sous le nom **provisoire** d'Ancienne République Yougoslave de Macédoine (ARYM). Parallèlement l'ONU parraine l'ouverture de négociations.
- **1994** : les Etats-Unis reconnaissent l'**ARYM**. La Grèce impose un blocus économique à la Macédoine, exigeant qu'elle renonce à son drapeau frappé du soleil de Vergina, symbole de la dynastie macédonienne antique, et qu'elle modifie sa Constitution.
- **1995** : Signature d'un mémorandum bilatéral. Les deux Etats signent, sous les auspices de l'ONU, la levée du blocus en échange d'un nouveau drapeau et d'un aménagement de la Constitution macédonienne.
- **2004** : Les Etats-Unis reconnaissent la **République de Macédoine**, infligeant un camouflet<sup>1</sup> diplomatique à la Grèce. Athènes menace alors de bloquer l'entrée de la Macédoine dans l'UE et dans l'OTAN si une solution de compromis n'est pas trouvée.
- **2007** : La décision annoncée, en décembre, de rebaptiser l'aéroport de Skopje « Alexandre le Grand » ravive les tensions.
- **2008** : Les pourparlers sont à nouveau dans l'impasse. La Grèce, brandissant son veto sur l'entrée de la Macédoine dans l'OTAN en avril pour gagner cette guerre, n'a pas su faire pression sur Skopje qui refuse de se laisser dicter l'agenda des négociations. Une nouvelle médiation onusienne est en cours de constitution.

## II. L'instabilité gouvernementale et les écueils de l'ethnopolitique.

La Macédoine se trouve actuellement dans une situation politique délicate qui tend à s'aggraver depuis la signature des accords d'Ohrid en 2001, qui mirent fin à la guerre civile : Le président Crvenkovski, issu de l'Alliance social-démocrate (SDSM) au pouvoir depuis 2002, se trouve depuis juillet 2006 et la défaite de son parti aux élections législatives, dans une situation de cohabitation avec le chef du gouvernement, Nikola Gruevski, issu, lui, du parti nationaliste-conservateur, l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne (VRMO-DPMNE).

---

<sup>1</sup> Ces tensions, bien réelles, doivent cependant être nuancées par le fait que la Grèce est et reste l'un des principaux partenaires économiques de l'ARYM à ce jour, et surtout l'un des plus gros investisseurs.

### **NB : La guerre civile de Macédoine**

La guerre civile de Macédoine (février-mars 2001) a été déclenchée par l'insurrection de l'UCK albanaise, qui revendiquait l'autonomie des régions albanophones situées à l'ouest du pays. L'armée vint mater la rébellion, mais le conflit fut réglé grâce à la médiation de l'OTAN. Les accords d'Ohrid ont accordé plus de pouvoir politique et l'autonomie aux albanophones. En contrepartie ceux-ci ont renoncé à leurs revendications séparatistes et se sont engagés à reconnaître les institutions du pays. L'UCK a été désarmée et a rendu ses armes à l'OTAN. Les premières élections qui ont suivi l'accord ont été les législatives de 2002, qui ont vu la victoire des partis macédoniens et albanais antinationalistes.

Aux tensions entre le président, présent sur la scène politique (l'ARYM est un régime semi-présidentiel où le président n'a cependant pas que des fonctions honorifiques) et le premier ministre, il faut ajouter les tensions entre le premier ministre et les membres de sa propre coalition gouvernementale. N. Gruevski est en réalité lui aussi très affaibli depuis quelques mois puisque son parti, le VMRO-DPMNE, ne dispose plus de la majorité au parlement : 57 sièges sur 120 seulement, et qu'il doit absolument composer avec les partis albanais, et en particulier le PDSH-DPA qui fait partie de la coalition.

### **NB : La récente crise gouvernementale**

En mars dernier, les ministres du Parti démocratique des Albanais (PDSH-DPA) ont quitté leurs fonctions de la coalition gouvernementale (quelques jours à peine avant le sommet de l'OTAN, mettant le gouvernement macédonien en état de « mort clinique »), pour y revenir une semaine plus tard, après un « accord avec le premier ministre » sur les points suivants, dans leur formulation initiale :

- une reconnaissance immédiate du Kosovo.
- la fermeture immédiate de quatre dossiers récemment renvoyés en Macédoine par le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et concernant des faits potentiellement commis par l'UÇK durant le conflit de 2001.
- l'attribution d'une pension d'État aux anciens séparatistes albanais.
- une intégration plus poussée des membres de la communauté albanaise dans la fonction publique
- des concessions sur l'usage du drapeau albanais dans les municipalités où la communauté représente une forte majorité.

Par ailleurs, le choix de N. Gruevski de s'allier avec le PDSH-DPA plutôt qu'avec son concurrent, le BDI-DUI, a provoqué la colère des membres de ce parti et des protestations très

violentes allant jusqu'au boycott du Parlement durant quatre mois. Cette situation politique, également marquée par un manque de coopération entre majorité et opposition, ainsi qu'entre partis albanais eux-mêmes, a empêché le parlement d'adopter les nombreuses lois prévues, concernant la mise en œuvre des accords d'Ohrid, ainsi que des réformes qui auraient consolidé l'évolution de l'ARYM vers les « critères de Copenhague ». Le premier ministre a remanié son gouvernement à trois reprises et a tenté de renforcer la majorité parlementaire en intégrant en mai un second parti albanais, le PPD-PDP, mais cette tentative fut un échec, certains députés de ce parti étant restés dans l'opposition. La récente auto-dissolution du Parlement et les élections qui se profilent pour le mois de juin, est une tentative pour sortir de l'impasse, et de la défiance entre les partis, qui doivent nécessairement coopérer

La vie politique macédonienne illustre en réalité certaines caractéristiques de sociétés multiethniques :

Les partis ethniques, nombreux et plus concurrents que solidaires, jouent un rôle majeur dans la vie politique, ce qui est loin d'être la simple manifestation des revendications légitimes d'une minorité discriminée. Ils sont mono-ethniques, et coopèrent selon les circonstances dans des coalitions de convenance. Comme le souligne U. Brunnbauer : « Lorsque la Macédoine est devenue indépendante en 1991, sa population albanaise avait subi des décennies de discrimination structurelle. L'ethnicité a dès lors été hautement politisée, d'où le développement d'une structure unanimement ethnique du vote. Si la participation des partis albanais au gouvernement depuis 1992 illustre leur implication dans la vie du pays, elle est également motivée par le désir de partager la rente du pouvoir. Le clientélisme ethnique et la corruption ont fortement érodé leur légitimité »<sup>2</sup>. L'ARYM, comme tous les pays de cette région, a beaucoup de mal à concilier les modèles partisans hérités de l'Europe occidentale et une structure sociale spécifique, fondée sur l'irréductible diversité des peuples au sein d'une même entité étatique.

Le manque de transparence de la classe politique dans son ensemble est encore trop flagrant : par exemple, nombre d'hommes politiques Macédoniens (albanais) ont effectué une partie, souvent importante, de leur carrière au Kosovo, ou en Albanie, et sont en lien souvent étroit avec les hommes politiques de ces deux pays, ce qui ne simplifie bien sûr ni la distinction bien claire entre les intérêts politiques du Kosovo et de la minorité albanaise de Macédoine, ni les négociations au sujet du tracé de la frontière entre ARYM et Kosovo, remise en cause

---

<sup>2</sup> Brunnbauer, U., « Les partis albanais en République de Macédoine. Le cercle vicieux de l'ethnopolitique (1990-2006), *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 2007, vol. 38, n°4, pp. 83-114, p. 83

depuis l'indépendance de ce dernier en février 2008. Le tracé de cette frontière est l'objet de tensions fortes, puisque la Macédoine redoute des revendications de sécession de la part des Albanais de l'Ouest, et la constitution d'un grand ensemble albanais regroupant l'Albanie, la partie ouest de la Macédoine et le Kosovo. De leur côté, de nombreux albanais du Kosovo (en armes) refusent catégoriquement la rétrocession à l'ARYM de 2500 hectares de territoire comme cela semble être en cours de négociation avec le Kosovo.

Le gouvernement n'œuvre pas non plus toujours dans la plus grande transparence par rapport aux minorités : à l'automne 2007, par exemple, le nord et le nord-ouest du pays (zones à très forte majorité albanaise) ont vu plusieurs fois la police affronter des bandes armées mal identifiées, jusqu'à ce qu'une grande action de police fasse plus de 6 victimes, qualifiées de terroristes par le gouvernement, et finisse par alerter les institutions internationales et notamment l'OSCE sans que, jusqu'à présent, une enquête judiciaire ait pu éclairer le fond de cette affaire.

### III. La démocratie macédonienne.

Indépendamment même des problèmes structurels liés à la composition ethnique du pays, le système démocratique macédonien souffre de carences importantes. Les critères de Copenhague ne sont pas encore une réalité dans ce pays qui peine à établir une véritable culture démocratique.

Tout d'abord, de nombreuses irrégularités sont souvent constatées à la suite des élections (les dernières ayant eu lieu en 2006), mais aucune procédure judiciaire digne de ce nom n'y apporte pour le moment de réponse, bien que le code pénal ait été durci en la matière. Il en va de même pour les dépenses électorales de certains partis politiques dont la Commission nationale anticorruption et la Cour des Comptes avaient pourtant signalé le dépassement du seuil fixé par la loi.

Par ailleurs, et sans doute plus grave, le fonctionnement de l'administration est sérieusement handicapé par la politisation qui règne en son sein : à chaque changement de majorité, il existe un important « turn over », motivé par des considérations partisans plus que par des soucis de compétences, ce qui empêche la continuité du travail de l'administration et prive parfois l'État de fonctionnaires de grande qualité parce qu'ils n'appartiennent pas au parti de la majorité en exercice.

## ***Conclusion :***

Malgré des faiblesses économiques parfois conjoncturelles, comme cela semblerait être le cas en matière de hausse de l'inflation, l'économie macédonienne se restructure en profondeur, et des signes d'une évolution durable vers la stabilité macroéconomique sont décelables. L'économie macédonienne se trouvant par ailleurs, pour l'instant, épargnée par la crise financière mondiale, elle pourrait même profiter d'un effet d'aubaine. Pourtant, l'instabilité politique du pays, les lenteurs dans la résolution du problème de la corruption des élites politiques, et les tensions toujours palpables entre différentes communautés ethniques, et en particulier la majorité slavo-macédonienne et l'importante minorité albanaise, pourraient freiner le développement de ce pays qui, dans la région, fait toujours figure de « bon élève ».

Sources : Wikipedia,

Le Courrier des Balkans, disponible sur <http://balkans.courriers.info/>

Revue d'études comparatives Est-Ouest.

*Dossier élaboré par : Claire Saillour*

*Stagiaire à l'IFRI/CFA*

*tél. 01 40 61 60 39*

*27 rue de la Procession*

*75015 Paris, France*